



**RES PUBLICA**

RAPPORT D'ACTIVITÉS  
**2019 - 2020**



LES **dynamiques**  
FAIRE AVEC LA SOCIÉTÉ CIVILE

Ouagadougou  
14 et 15 février 2020

RES PUBLICA



## **FRANCE**

LYON  
NANTES

## **BURKINA FASO**

OUAGADOUGOU  
NANORO

### **RES PUBLICA**

Immeuble Britannia - 10<sup>e</sup> étage tour C  
20 Bd Eugène Deruelle  
69432 LYON CEDEX 3 (FRANCE)  
Tél : +33 (0)4.37.28.62.10

### **ONG RES PUBLICA**

11 BP 1221 CMS  
OUAGADOUGOU 11 (BURKINA FASO)  
Tél : + 226.25.38.03.37

**SEPTEMBRE 2020**

### **DIRECTRICE DE PUBLICATION**

Françoise PERRIN

### **RÉDACTION**

Fabien PAGES  
Yves PASCOU  
Sekou Koureissy CONDE  
Salam OUEDRAOGO  
Aissata TRAORE  
Meriem ALOULOU  
David CONOMBO  
Issoufou BADO  
Philippe CONSTANT

### **MAQUETTE ET MISE EN PAGE**

latelierdelestuaire.com

### **IMPRESSION**

Imprimerie Parenthèses



**RES PUBLICA**  
RAPPORT D'ACTIVITÉS  
**2019 - 2020**

EDITORIAUX  
P.4

NOS TEMPS FORTS  
DE L'ANNÉE  
P.9

LES PROJETS :  
BURKINA FASO  
P.15

LES PROJETS :  
LES DYNAMIQUES  
P.23

LES PROJETS :  
MIGRATIONS  
EN QUESTIONS  
P.29

LES PROJETS  
SOUTENUS PAR  
RES PUBLICA  
P.33

RES PUBLICA  
DANS LES MÉDIAS  
P.37

FINANCES  
P.44



**FRANÇOISE PERRIN**

Présidente

La priorité pour Res Publica fut d'abord, en fonction de la gravité de la crise sanitaire, d'assurer la sécurité de nos collaborateurs et de poursuivre dans la mise en œuvre de nos projets. Nous avons en France et au Burkina Faso pris les mesures nécessaires et contribué à lutter contre la pandémie en équipant avec du matériel de protection (masques, gel hydroalcoolique, gants...) notre partenaire, le ministère de l'Éducation Nationale au Burkina.

### L'ÉDUCATION POUR CONSTRUIRE

L'éducation est une constituante de la dynamique de développement. Quels que soient le pays, la société, la culture, elle est celle qui construit les citoyens d'aujourd'hui et de demain. Res Publica a toujours accordé une place importante à l'éducation dans l'ensemble de ses actions. Cela s'est notamment matérialisé par la construction et l'équipement d'infrastructures scolaires au Burkina Faso, mais aussi par le développement de projets et d'événements en direction des publics jeunes, élèves et étudiants. A titre d'illustration, nous avons construit à ce jour 420 salles de classes et en avons rénové 115. Le nombre d'enfants soutenus par Res Publica au Burkina Faso s'élève en 2020 à 388 en maternelle, 18861 au primaire et 1380 au secondaire.

En cette période bien difficile, les systèmes éducatifs sont malmenés. Les élèves les plus fragiles sont impactés et pénalisés par l'arrêt brutal de leur scolarité. Si en France un certain nombre d'outils numériques sont venus

## Adapter nos projets et poursuivre nos actions dans le contexte de la Covid-19

Nous vivons au rythme du coronavirus depuis mars 2020. La pandémie a déstabilisé le monde et montré la fragilité de nos sociétés. Tous les domaines de la vie individuelle et collective sont touchés : sanitaire, économique, politique... institutions, associations, acteurs de la société civile se sont mobilisés à travers les continents pour affronter cette épreuve.

proposer le maintien d'une dynamique de travail scolaire, il n'en est pas de même au Burkina Faso. Nous savons que cette fin d'année scolaire aura un impact fort sur les résultats scolaires.

### LES ÉLÈVES D'AUJOURD'HUI SONT LES CITOYENS DE DEMAIN

Les enjeux sont importants. L'école est le lieu qui doit, en plus des apprentissages de base, ouvrir les esprits, apporter le goût de la réflexion, porter les valeurs du collectif et de l'intérêt

*L'éducation est une constituante de la dynamique de développement. Quels que soient le pays, la société, la culture, elle est celle qui construit les citoyens d'aujourd'hui et de demain.*

général. Depuis bientôt vingt ans, par nos actions et nos soutiens, nous portons ces valeurs. Nous voyons au fil des années le délitement de l'action collective, du sens du partage, de l'action citoyenne. L'école a du mal à jouer son rôle dans des sociétés animées par des motivations individualistes plus que collectives.

Cette crise vient fortement nous le rappeler. Elle tire la sonnette d'alarme en

nous ramenant les uns et les autres à nos parcours de vie respectifs, à nos visions du lendemain.

### PLUS QUE JAMAIS, MOBILISONS NOS EFFORTS

Dans cette période difficile Res Publica ne baisse pas les bras. Nous continuons plus que jamais à croire en nos valeurs. L'éducation est et sera toujours le centre des préoccupations du développement de toute société. Nos actions se poursuivent et s'intensifient. Le travail autour de l'amélioration de la qualité des enseignements au Burkina, la création du kit pédagogique Migrations en Questions en collaboration avec l'Éducation nationale en France, sont parmi nos autres projets, les témoins de notre volonté de poursuivre nos efforts.

Je vous invite à découvrir nos projets en détail à la lecture des prochaines pages.

*Pour répondre aux besoins liés à la crise sanitaire liée au coronavirus, Res Publica a effectué quelques dons en France et au Burkina Faso en vivres et en kits sanitaires :*

- ◆ 7 000 MASQUES
- ◆ 300 FLACONS DE GELS HYDROALCOOLIQUES.
- ◆ 2500 PAIRES DE GANTS
- ◆ 150 CARTONS DE SAVONS
- ◆ DISTRIBUTION DE COLIS ALIMENTAIRES



**FABIEN PAGÈS**

**Directeur général**

## La dynamique du changement : un moteur à projets

Changement est le mot qui caractérise cette année 2019/2020. Et des changements, il y a eu beaucoup et de toutes sortes au cours de cette période. Des changements que nous avons souhaités, organisés avec méthode et perspicacité. Mais aussi des changements qui nous ont bousculés, nous ont obligé à nous adapter, que nous avons accueillis, pour certains, comme un mauvais coup du sort.

Les changements initiés cette année par Res Publica ont été nombreux et substantiels. D'abord en matière d'organisation pour le Burkina Faso avec l'arrivée de Salam Ouedraogo, au poste de directeur exécutif, et le départ à la retraite de notre coordonnateur local André Kaboré que nous remercions chaleureusement pour ses 20 années d'investissement.

L'équipe française n'a pas été en reste en matière de mouvement ! Yves Pascouau a rejoint Res Publica au poste de directeur des programmes Europe. Thierry Sciari de son côté quitte l'association après 15 ans au poste de chargé de projets. Nous le remercions et lui souhaitons bon vent pour la suite.

Côté organigramme, toujours, Sékou Koureissy Condé a pris la responsabilité des Programmes Afrique. Ces mouvements nous ont amené à construire un nouvel organigramme de l'association. En matière de contenu, ensuite, la période 2019/2020 témoigne d'un approfondissement des actions de l'association. En correspondance avec les perspectives présentées l'an dernier, nous avançons. Au Burkina Faso, des actions nouvelles ont été déployées, comme les projets d'amélioration du cadre de vie scolaire, la mise en place de l'atelier de récupération des sachets plastiques pour leur transformation en tables-bancs, ou encore toutes les actions de notre service agro-pastoral et de notre service culture.

La nouveauté a concerné, incontestablement, le lancement du projet « Les Dynamiques ». S'inscrivant dans l'ADN de Res Publica, ce projet souhaite établir un pont, fonder une réflexion et mettre en œuvre des actions entre l'Europe et l'Afrique. Initié à l'automne 2019, le projet « Les Dynamiques » a été officiellement lancé lors d'un événement organisé le 14 février 2020 à Ouagadougou. Il s'est poursuivi en 2020 avec les web-débats « Afrique : le monde d'après » organisés par notre partenaire Le Monde Afrique. En France, le projet Migrations en Questions continue et évolue. Côté continuation, de nouvelles vidéos ont été mises en ligne sur le site. Côté évolution, nous avons travaillé à la conception d'un kit pédagogique en collaboration avec l'Éducation nationale et l'Université de Nantes. Ce travail devrait conduire à la conclusion d'une convention avec France Télévisions via sa plateforme Lumni. Nous développons et construisons nos projets, pour une mise en œuvre d'actions en correspondance avec notre principe : l'action citoyenne au service de l'intérêt général.

### **LE DIRE ET LE FAIRE, METTRE LES IDÉES EN ACTION ET LES ACTIONS AU SERVICE DES IDÉES !**

Nos méthodes évoluent. Nous développons et construisons nos projets, pour une mise en œuvre d'actions en correspondance avec notre principe : l'action citoyenne au service de l'intérêt général. Le Dire et le Faire, mettre les idées en action et les actions au service

des idées ! Le partenariat et la volonté de co-construire marquent notre manière de faire. De prestigieux partenaires nous font confiance et partagent cette même volonté. Nous ne pouvons que les remercier pour ces collaborations toutes fructueuses.

### **DES CHANGEMENTS QUI NOUS BOUSCULENT ET QUI NOUS IMPOSENT DE NOUS ADAPTER**

La crise sanitaire mondiale de la Covid-19 nous pousse dans la transformation de nos habitudes, dans nos manières de faire, dans nos capacités à nous projeter. Nous subissons par les annulations répétées de bon nombre d'événements, par la difficulté de se déplacer, par l'impossibilité de se retrouver. Les moyens technologiques prennent une place incontournable. Télétravail, téléphone, réunion en visioconférence, deviennent notre quotidien. Ce qui nous servait hier à réduire la distance dans nos échanges devient désormais le moyen pour la préserver. Qu'ils soient choisis et organisés ou subis et contraints, ne perdons pas de vue que notre adaptation aux changements constitue le moteur de l'évolution de nos organisations.

De notre côté nous poursuivons plus que jamais !

Nous nous adaptons et continuons d'œuvrer avec motivation et dynamisme dans le sens des idées et des actions qui caractérisent Res Publica.



**YVES PASCOU**

**Directeur des programmes Europe**

Depuis 10 ans maintenant, l'Union européenne (UE) est confrontée à une succession de crises aussi violentes que différentes : crise de la zone Euro, crise migratoire, crise de l'accueil, Brexit, tensions entre démocraties libérales et illibérales, remise en cause du principe de primauté du droit de l'UE par la Cour constitutionnelle allemande, etc.

Chahutée de manière récurrente et virulente, de l'extérieur tout autant que de l'intérieur, l'UE a tenu et tient le choc. « Stronger after the crisis » répètent les observateurs avisés de la construction européenne, tant il est vrai que les adaptations mises en œuvre pour répondre aux crises dotent les institutions de l'UE de moyens d'actions plus importants et efficaces.

La crise de la COVID-19 qui a frappé le monde et l'Europe au printemps 2020 a une nouvelle fois donné l'occasion aux acteurs européens de fournir une réponse collective à une crise inédite tant par sa nature que par son ampleur. Certes, les États européens ont répondu en ordre dispersé aux premiers effets de la crise sanitaire et du confinement, mais c'est collectivement et dans le cadre des institutions européennes qu'ils ont dessiné une réponse historique aux effets économiques et sociaux d'un phénomène sans précédent.

Adaptation des règles européennes pour limiter la propagation de la pandémie (en particulier au regard des règles de circulation vers et dans l'espace européen), plan de relance historique,

## Interdépendances et solidarité

Le monde et l'Europe sont secoués de crises qui questionnent la capacité de nos sociétés à y répondre collectivement. Les projets mis en œuvre par Res Publica s'inscrivent dans cette réflexion collective. Ils prennent notamment pour fondement la question des interdépendances et solidarités qui structurent les relations humaines et internationales.

soutien massif de la Banque Centrale Européenne, discussions sur la mutualisation des dettes, négociations avec les laboratoires pharmaceutiques pour assurer l'approvisionnement des européens et autres pays dès que le vaccin sera commercialisé, etc...

Une fois encore, c'est aussi et surtout à l'échelle européenne que l'avenir des

progrès technologiques et les projets politiques ont dessiné un monde de connexions et de flux qui mettent en contact et en dépendance toutes les zones de la planète. Solidarités car elles ont permis d'absorber les chocs liés à la violence des interdépendances, notamment lorsqu'elles ont été appuyées sur des logiques de compétition et de concurrence fortes.

S'il doit y avoir un « monde d'après », il ne pourra valablement être dessiné sans prendre en compte la nature et le contenu de ces interdépendances et de ces solidarités en Europe et en Afrique. Du projet « Les Dynamiques » aux événements organisés avec nos partenaires en passant par la plateforme « Migrations en Questions », Res Publica souhaite par ses actions participer et enrichir cette réflexion. Il s'agit de permettre aux citoyens de mieux comprendre ces interdépendances et ces solidarités pour proposer des solutions communes au bénéfice de l'intérêt général.

*La crise de la COVID-19, comme les crises précédentes, a mis en lumière les interdépendances et les solidarités qui lient les États dans un monde globalisé.*

États se construit. Or, cet impératif ne relève pas seulement d'un projet politique « pro-européen », il est aussi une réalité que la COVID-19 et les crises qui l'ont précédé ont mis en lumière, celle des interdépendances et des solidarités qui lient les États européens dans un monde globalisé.

C'est donc autour de ces interdépendances et de ces solidarités que doit nécessairement s'inscrire la réflexion relative à ce que l'on a appelé « le monde d'après ». Interdépendances car les



**SÉKOU KOUREISSY CONDÉ**

Directeur des programmes Afrique

*De nouveaux chantiers doivent être investis, notamment pour renforcer la résilience de la société civile africaine, à travers l'éducation et le développement économique et social.*

## Investir de nouveaux champs d'actions...

Les « Programmes Afrique » de l'association Res Publica que j'ai l'honneur de présenter ici, sommairement, répondent à une triple volonté. Guidée par ses expériences acquises durant son parcours, Res Publica a créé un modèle qui a fait école. Il s'agit désormais de renforcer et de pérenniser cet acquis, de capitaliser sur l'immense expérience acquise en une vingtaine d'années de présence sur le continent et, enfin, de préserver et de garantir les valeurs de solidarité, de travail, d'intégrité et de transparence si chères aux fondateurs de l'association Res Publica.

Basée au Burkina Faso, l'association Res Publica, en plus de son programme de soutien et d'accompagnement dans les domaines de l'éducation, de la santé et de l'agriculture, se bat principalement pour soutenir et donner plus de chances aux plus jeunes, et aux plus fragiles mais aussi et surtout, pour renforcer les capacités de la société civile.

Le lancement des « Programmes Afrique » marque sans nul doute une évolution vers un véritable partenariat élargi avec les sociétés civiles africaines plurielles.

### **DE NOUVEAUX CHANTIERS À INVESTIR...**

Nous pouvons nous réjouir des projets déjà réalisés et des mouvements actifs de la société civile ouest africaine qui évolue dans différents domaines : la paix, la sécurité humaine, les droits de l'homme et la défense de l'intérêt général.

Pour autant, des efforts considérables restent encore à déployer. De nouveaux chantiers doivent être investis, notamment pour renforcer la résilience de la société civile africaine, à travers l'éducation et le développement économique et social. Il est nécessaire d'offrir de

l'espoir à cette frange importante de l'humanité et garantir ainsi la sécurité collective et la démocratie, sinon le fossé de la fragilité des Etats ne fera que s'approfondir. C'est au confluent de tous ces chantiers que se trouve la clé du développement.

Avec ces nouveaux programmes, Res Publica remet au cœur de l'ouvrage, l'abnégation des fondateurs et la foi du pionnier, pour que les défis de paix et de développement soient levés sur le continent africain.

Les « Programmes Afrique » de Res Publica annoncent la nécessité d'une seconde génération d'objectifs et d'ambitions.

A travers des forums axés sur de fortes plaidoiries, l'association ainsi que ses partenaires sensibilisent et mobilisent pour l'éclosion d'une société civile africaine plus engagée et enfin mature, afin que plus rien ne se passe et ne se décide sans elle.



**SALAM OUEDRAOGO**

Directeur exécutif au Burkina Faso

*J'ai particulièrement été motivé par l'objectif de progrès social recherché par l'association Res Publica, à travers une valeur essentielle du développement « l'intérêt général ».*

## Soyons les ambassadeurs de notre belle association...

« Choisissez un travail que vous aimez et vous n'aurez pas à travailler un jour de votre vie », cette assertion de Confucius, un philosophe chinois traduit ce que je ressens depuis mon arrivée à Res Publica, le 6 septembre 2019.

Economiste planificateur de formation, je viens en effet de rejoindre l'équipe après 22 années d'expérience bancaire. Mon souhait a toujours été d'être utile à la société et j'ai particulièrement été motivé par l'objectif de progrès social recherché par l'association Res Publica, à travers une valeur essentielle du développement « l'intérêt général ».

Sur le terrain, j'ai été agréablement surpris par :

- les réalisations tant sur les plans de l'éducation et de l'agropastoral que sur le plan de la santé (équipements, infrastructures scolaires et sanitaires...);
- le témoignage des populations bénéficiaires et de l'administration représentant le pouvoir public qui ne cessent de manifester leur reconnaissance ;
- la synergie avec d'autres associations partenaires ayant les mêmes objectifs, telles que « Cinébrousse », Entraide Médicale Eugène Jamot (EM EJ), Petit à Petit » et Amitiés France Burkina Faso...
- la bonne ambiance de travail avec une équipe dévouée et une direction générale à l'écoute, encourageant les bonnes initiatives.

Ce qui me permet de mesurer l'ampleur du travail qui a été accompli et de la mission à accomplir ; je m'inscris avec enthousiasme dans la continuité des actions engagées et dans la réorganisation de l'association.

Le début de l'année 2020 a été essentiellement marqué par l'élaboration d'un plan d'action, le renouvellement des conventions avec le gouvernement du Burkina faso, le Ministère de l'Éducation, les collectivités locales (mairies) et surtout l'organisation de la rencontre les « Dynamiques » à Ouagadougou les 14 et 15 février 2020. Cet événement a mis en exergue notre engagement à poursuivre et à construire nos actions autour des grands thèmes qui touchent toutes les populations en Europe et en Afrique : l'expression citoyenne, la gouvernance, les mobilités humaines et leurs causes.

Ce bon début des actions de l'exercice 2020 a été ébranlé par la crise sanitaire mondiale, « la COVID-19 ». Nous avons naturellement réagi en participant aux efforts de lutte contre la propagation du virus par des dotations en matériels de protection aux écoles et au Ministère de l'Éducation Nationale et de l'Alphabétisation (MENA).

Les routes du succès sont bien souvent jalonnées d'obstacles mais elles restent passionnantes et exaltantes.

Soyons les ambassadeurs de notre belle association.



NOS TEMPS  
FORTS  
DE L'ANNÉE





FAVORISER  
L'ACTION CITOYENNE  
AU SERVICE DE  
L'INTÉRÊT  
GÉNÉRAL

*Partout où elle est présente, Res Publica favorise l'action citoyenne au service de l'intérêt général, pour le développement de sociétés plus justes, plus inclusives et plus démocratiques.*

## Res Publica conduit des actions innovantes pour une société plus juste et inclusive

Res Publica est une association engagée depuis 1997 sur diverses problématiques de société, en France et à l'international. Outre son activité d'ONG de développement au Burkina Faso, Res Publica conçoit, planifie et conduit sur fonds propres, diverses actions innovantes agissant dans différents champs d'intérêt général.

Partout où elle est présente, Res Publica favorise l'action citoyenne au service de l'intérêt général, pour le développement de sociétés plus justes, plus inclusives et plus démocratiques.

Tous nos projets trouvent leur raison d'être dans la volonté d'apporter une réponse concrète.

Nous procédons alors de manière simple selon les étapes suivantes :

- réflexion et analyse des besoins auxquels nous souhaitons et pourrions répondre ;
- proposition d'actions associant des partenaires locaux (partenariat public/privé) ;
- mise en place concrète des réponses avec l'ensemble des acteurs concernés ;

- suivi et évaluation permanente des actions menées.

L'association s'efforce également d'instaurer une culture de collaboration pérenne reposant sur le partenariat avec des associations, des institutions, et des acteurs locaux. Des partenariats solides à travers lesquels nous avons la volonté de co-construire.

Malgré un contexte difficile, le travail accompli cette année nous amène à mettre en avant trois points forts sur l'ensemble des actions menées. En France avec la création de notre nouveau site internet et du kit pédagogique Migrations en Questions, plus largement en Europe et au Burkina Faso avec le lancement du projet « Les Dynamiques ».

# LES NOUVEAUTÉS 2019

## UN NOUVEAU SITE POUR RES PUBLICA

# Un design clair et une interface intuitive pour parcourir aisément nos projets

Clarté et simplicité ont été nos mots d'ordre dans la mise en place de ce nouveau site. Dans un esprit graphique épuré, le site web est pensé, d'une part, dans le but d'être en phase avec les nouvelles orientations et perspectives de l'association et, d'autre part, afin d'offrir une navigation plus claire et efficace pour les internautes.

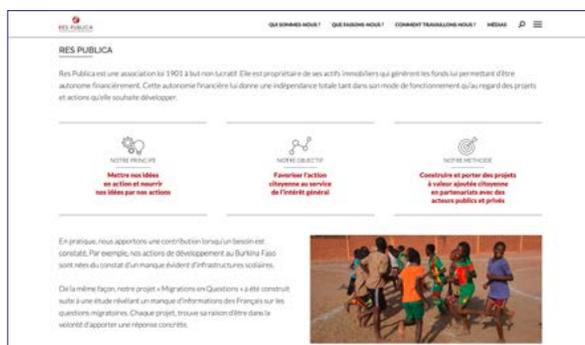
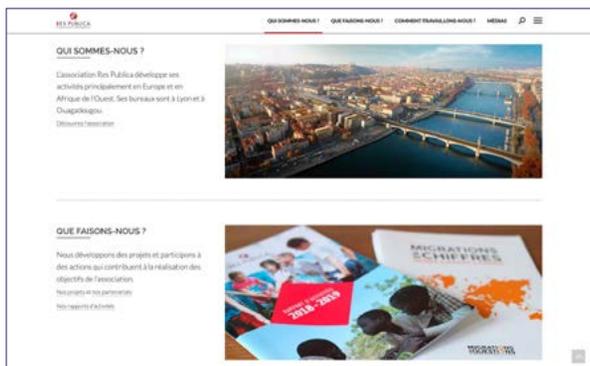
### UNE MEILLEURE EXPÉRIENCE UTILISATEUR

Tourné sur un modèle en responsive design, il s'adapte parfaitement à tous les écrans (tablette, smartphone, desktop).

Son design clair et son interface intuitive et conviviale permet de parcourir aisément les différents projets et activités de l'association. Vous y trouverez des informations concernant notre association, nos différentes activités en France et ailleurs dans le monde.

Nous vous invitons à découvrir l'ensemble du site web et à nous faire part de vos retours d'expérience sur nos réseaux sociaux (Facebook et Twitter).

[WWW.RESPUBLICA.ASSO.FR](http://WWW.RESPUBLICA.ASSO.FR)



LES  
NOUVEAUTÉS  
2019

# MIGRATIONS EN QUESTIONS

MIGRATIONS EN QUESTIONS ACCESSIBLE À TOUS

## Un contrat de diffusion signé avec France Télévisions et sa plateforme Lumni

Créé il y a deux ans, le projet Migrations en Questions génère un fort engouement. Notre plateforme compte à ce jour 49 vidéos apportant des informations scientifiques et accessibles. Nous avons été sollicités par France Télévisions à travers sa plateforme Lumni pour la diffusion de 14 de nos vidéos. Lumni est la plateforme éducative de l'audiovisuel public français (France TV, Arte, RFI, France 24, Radio France). Ces contenus sont préalablement validés par l'Éducation nationale et mis en ligne à disposition des élèves et des enseignants. Cet accord a donné lieu à la signature d'un contrat de diffusion entre Res Publica et France Télévisions.

Au-delà de notre satisfaction quant à la possibilité de toucher un public élargi, cette initiative s'inscrit pleinement dans notre démarche : mettre nos actions au service de l'intérêt général !

Pour en savoir plus sur :

MIGRATIONS EN QUESTIONS

[www.migrationsenquestions.fr](http://www.migrationsenquestions.fr)

LUMNI

[www.lumni.fr](http://www.lumni.fr)



## LES NOUVEAUTÉS 2019

### UN NOUVEAU PROJET, UN NOUVEAU PARTENARIAT

## Citoyens, acteurs de l'action publique

En plus de la refonte de son site internet, Res Publica a lancé, en début d'année 2020, un nouveau projet « Les Dynamiques – Faire avec la société civile », en partenariat avec le Monde Afrique.

### LE PROJET

Qu'elle soit d'Europe ou d'Afrique, la société civile constitue un acteur majeur de transformation de notre société, à la fois aiguillon politique et pourvoyeur de solutions concrètes. Mais dans un contexte de constantes mutations et à l'heure où les grands équilibres de nos sociétés sont fragilisés, il est urgent qu'elle se remette en question et se (ré)organise.

C'est fort de ce constat que Res Publica a initié le projet les Dynamiques dans l'objectif d'inciter les sociétés civiles d'Europe et d'Afrique à :

- expérimenter de nouvelles formes de discussions et de collaboration, afin d'améliorer la qualité de leur intervention ;

- représenter de manière crédible les intérêts des citoyens et ;

- contribuer efficacement au processus de gouvernance et de développement des États.

La plateforme a pour objet d'aider concrètement toutes les sociétés civiles dans leur questionnement stratégique. Res Publica s'attache à mobiliser les représentants des OSC autour d'une stratégie à la hauteur des enjeux et à apporter ainsi les évolutions nécessaires pour entraîner l'ensemble de notre société vers un monde plus juste et plus durable.

### UN NOUVEAU PARTENAIRE : LE MONDE AFRIQUE

Res Publica a choisi de s'associer au « Monde Afrique » autour des « Dynamiques-Faire avec la société civile ». Ce partenariat doit notamment apporter une meilleure visibilité au projet et permettre d'un point de vue général, de faire avancer les discussions autour de la question très complexe de la société civile sur nos deux continents (en Europe et en Afrique). (Lire en détail à la page 25 de ce rapport.)

Ce partenariat constructif a donné lieu au lancement du projet les 14 et 15 février 2020 avec les rencontres de la société civile à Ouagadougou, Burkina Faso.



# CHIFFRES CLÉS BURKINA FASO 2019

dans la zone de Nanoro-Soaw-Pella



## ÉDUCATION

### EFFECTIFS SCOLAIRE 2019/2020 DANS LES ÉTABLISSEMENTS CONSTRUITS PAR RES PUBLICA

**388** élèves

198 filles, 190 garçons au préscolaire  
(3 écoles maternelles)

**9343** élèves

4785 filles, 4558 garçons au primaire

**2808** élèves

1647 filles, 1161 garçons au secondaire

**18861** élèves bénéficient des dons  
en vivres Res Publica pour les cantines endogènes



## AGRICULTURE

### ACTIONS MENÉES EN 2019 PAR RES PUBLICA

**275** producteurs formés  
sur les techniques de culture

**25** hectares emblavés  
(ensemencés en différentes céréales)

**18,75** tonnes de Niébé produites (haricot)

**691** kilos de beurre de karité produits par  
les groupements de femmes soutenus



## CULTURE

### DANS LES 4 BIBLIOTHÈQUES RES PUBLICA EN 2019

**189** animations de clubs littéraires  
(maternelle, primaire et secondaire)

**542** nouveaux abonnés

**4800** consultations d'ouvrages sur place

**3979** prêts de livres et de documents



## SANTÉ

### CM, CSPS ET MATERNITÉS MIS À DISPOSITION DU DISTRICT PAR RES PUBLICA

**1** laboratoire d'analyses médicales en construction  
(CM de Nanoro)

**4310** vaccinations BCG en 2019

**2** nouvelles ambulances (CM de Soaw et CSPS de Soum)

**3201** accouchements en 2019



NOS PROJETS :  
BURKINA FASO



ŒUVRER

POUR UN DÉVELOPPEMENT INCLUSIF

EN ZONE RURALE

## Des infrastructures accessibles au service des populations

- ◆ ÉDUCATION
- ◆ SANTÉ
- ◆ CULTURE
- ◆ AGROÉCONOMIE
- ◆ 120 000 PERSONNES TOUCHÉES



**Présente au Burkina Faso depuis 2001, Res Publica participe au développement du pays. En référence à nos valeurs, nous portons l'action citoyenne au service de l'intérêt général.**

### NOTRE CONSTAT :

Res Publica propose un modèle d'intervention dans le domaine du développement local dans les communes rurales de Nanoro, Pella et Soaw au Burkina Faso, qui s'inscrit dans une approche stratégique et globale. Cela consiste à soutenir la structuration d'une organisation sociale locale qui prend en compte, notamment, l'émancipation des femmes. Particulièrement en milieu rural, les femmes sont les maillons essentiels de la chaîne du développement. Que ce soit pour l'éducation des enfants, pour le travail de la terre et les ressources de la famille elles ont un rôle déterminant.

Le manque d'infrastructures, dans les secteurs de l'éducation et de la santé sont réels. En 2001, rares sont les structures construites « en dur » sur les trois communes. Les écoles sont « sous pailotes », les centres de soins très peu

nombreux et mal équipés.

Le fonctionnement, l'organisation sociale de ces communes rurales se constituent autour d'un système démocratique empreint de pratiques coutumières fortes. Les religions et les croyances, les appartenances ethniques, sont au cœur des préoccupations locales.

La richesse des compétences et des savoirs-faire est énorme. Beaucoup de problèmes quotidiens trouvent leur solution grâce à l'autonomie, l'ingéniosité et l'énergie des acteurs locaux.

### NOS ACTIONS :

Fort de nos constats, nous choisissons de donner une place importante aux femmes. Dès 2001, nous portons auprès des communautés l'importance de la scolarisation des filles. Le soutien à la mise en place d'activités génératrices de revenus (AGR), les cours d'alphabétisation pour les femmes sont au centre de nos actions.

La construction d'infrastructures scolaires et de soins se met en place. Ecoles maternelles, primaires, collèges, lycées,

les centres de soins (CSPS), maternités et centres médicaux (CM) sont construits au fil des besoins et des années. Ces nombreuses structures sont mises à disposition des administrations publiques compétentes (nationales, régionales, communales) qui en assurent la gestion et le fonctionnement, dans le cadre d'une convention de partenariat public/privé avec Res Publica.

Afin de répondre aux besoins évidents du manque d'infrastructures scolaires hors de notre zone d'intervention, nous nous entourons d'associations partenaires que nous soutenons dans leurs réalisations au sein d'autres régions (Cascades, Comoé, Sissili...).

L'économie locale en milieu rural étant essentiellement tournée vers l'agriculture, nous développons un soutien en formation et en équipement auprès des groupements agricoles. Le caractère endogène du développement est essentiel. Nous nous situons principalement dans un rôle d'accompagnateur du changement.

OFFRIR UNE ÉDUCATION

GRATUITE

EN MILIEU RURAL

## L'Éducation au centre de nos actions de développement.

### ◆ MATERNELLE :

198 FILLES

190 GARÇONS

388 EFFECTIF TOTAL

### ◆ PRIMAIRE :

9571 FILLES

9290 GARÇONS

18861 EFFECTIF TOTAL

### ◆ SECONDAIRE :

3663 FILLES

3694 GARÇONS

7357 EFFECTIF TOTAL

◆ 16 113 BOURSIERS AU TOTAL  
AU SECONDAIRE DEPUIS 2004  
(BOULKIEMDÉ +COMOÉ)

*Nous avons atteint la parité filles/garçons dans l'ensemble des écoles des trois communes depuis 2010.*



**Une éducation de qualité reste l'unique levier incontournable pour mettre un terme aux inégalités scolaires en milieux urbain et rural. Lorsqu'on veut faire avancer un pays, il faut commencer par éduquer ses enfants, particulièrement les filles.**

Pour Res Publica, l'école doit permettre à tous les élèves d'acquérir les connaissances et compétences nécessaires pour promouvoir le développement durable (économique, environnementale et sociale). Cette année, elle soutient, 20 629 élèves tous cycles confondus, dans la province du Boulkiemdé au Burkina Faso. Ce soutien implique le paiement des frais de scolarité et des bourses si besoin.

A ce titre, Res Publica met en œuvre les moyens suivants :

- la construction d'écoles de proximité. Certains enfants doivent encore faire plusieurs kilomètres à pied pour accéder à l'école ;

- la garantie d'effectifs mixtes et paritaires. Les filles doivent être au moins aussi nombreuses que les garçons. Nous avons atteint la parité filles/garçons dans l'ensemble des écoles des trois communes en 2010 ;

- la mise en place de cantines endogènes. La sécurité alimentaire est un élément indispensable qui peut avoir

un impact considérable sur la scolarisation des enfants (risque d'abandon scolaire). Les familles contribuent en donnant des vivres (Haricots, Riz...), le Ministère et Res Publica dotent les cantines du complément pour fonctionner toute l'année scolaire ;

- l'aide par le parrainage (prise en charge des frais de scolarité, fournitures scolaires...) des élèves issus des familles les plus défavorisées ;

- une approche éducative complète. Des activités sportives, culturelles et de loisirs, proposées tout au long de l'année scolaire aux enfants du primaire, du secondaire et du lycée. Elles sont appuyées par la projection dans les écoles, de films et de court-métrages à visée pédagogique, grâce à notre partenariat avec l'association Cinébrousse.

Au-delà de l'amélioration de l'offre éducative, Res Publica s'attache également à promouvoir des possibilités d'apprentissage tout au long de la vie au profit des femmes rurales.

Afin de contribuer à la réussite de ses activités, qui dépend notamment des autorités locales et de leur capacité à interagir avec les populations, Res Publica œuvre en étroite collaboration avec l'Etat, qui se matérialise par la signature d'une convention de partenariat, renouvelable tous les cinq ans.

## AMÉLIORER L'OFFRE DE SOINS EN ZONE RURALE

# Santé au Burkina Faso : le partenariat avec EMEJ continue !

EN 2019 :

- ◆ 4310 VACCINATIONS NOURRISSONS BCG<sup>1</sup>
- ◆ 3723 VACCINATION NOURRISSONS DTC-HEP-HIB 3<sup>2</sup>
- ◆ 3201 ACCOUCHEMENTS

**L'association EMEJ a été créée en 1992 à l'initiative du Dr Gérard Fournel, médecin généraliste à Thoisse (dans l'Ain), pour mettre en place une coopération médicale avec les services de santé de la province du Boulkiemdé (Burkina Faso). Elle est présidée depuis 2016 par la sage-femme Françoise Deville.**

Soutenue depuis 1994 par Res Publica, EMEJ participe à l'amélioration de l'offre de soins dans cette zone rurale isolée et enclavée. Depuis 2013, 16 Centres Médicaux (CM), Centres de Santé et de Promotion Sociale (CSPS) et Maternités, ont été construits dans le cadre de ce partenariat ainsi que 26 logements pour le personnel soignant. Cette collaboration a également pu permettre la restauration de nombreux bâtiments sanitaires, ainsi que des travaux d'adduction en eau, et d'électrification (panneaux solaires). Toutes ces réalisations ont, à ce jour, largement prouvé leur utilité, si l'on se réfère aux indicateurs



médicaux (nombre de consultations, couverture vaccinale, gestion des épidémies, nombre d'accouchements en maternité, développement du planning familial).

### UNE NOUVELLE AMBULANCE POUR LA COMMUNE RURALE DE SOAW

Le village de Soaw est particulièrement enclavé et difficile d'accès durant la saison des pluies. L'ancienne et l'unique ambulance du village n'étant plus en état de transporter les malades, il fallait compter quatre heures pour la prise en charge d'une urgence médicale. La nécessité de trouver un véhicule adapté aux pistes de brousse et capable de faire face aux intempéries s'est imposée.

Toujours dans le cadre de ce partenariat, EMEJ et Res Publica ont en effet, doté en décembre 2019 le centre médical de la commune de Soaw d'une nouvelle ambulance. Un véhicule classique, transformé par les artisans locaux et désormais équipé d'un brancard, d'un

siège pour l'accompagnant et d'une climatisation. De quoi soulager et transporter les malades dans les meilleures conditions. Depuis, 54 personnes ont été évacuées dans un contexte de grande urgence en 5 mois.

### LES PERSPECTIVES D'EMEJ

L'association doit, d'ici la fin de l'année, équiper le dispensaire Jamot de Soum en lits et tables d'examen. Il faut également doter le village d'une ambulance opérationnelle. Un véhicule Toyota Land Cruiser a été récemment offert par Res Publica. EMEJ assurera les frais liés aux travaux de transformation en ambulance.

1 - Vaccin contre la tuberculose

2 - Vaccin contre la diphtérie, le tétanos, la coqueluche, l'hépatite B et la poliomyélite.

## LA FRACTURE CULTURELLE EN MILIEU RURAL

# Susciter le goût de la lecture chez les élèves

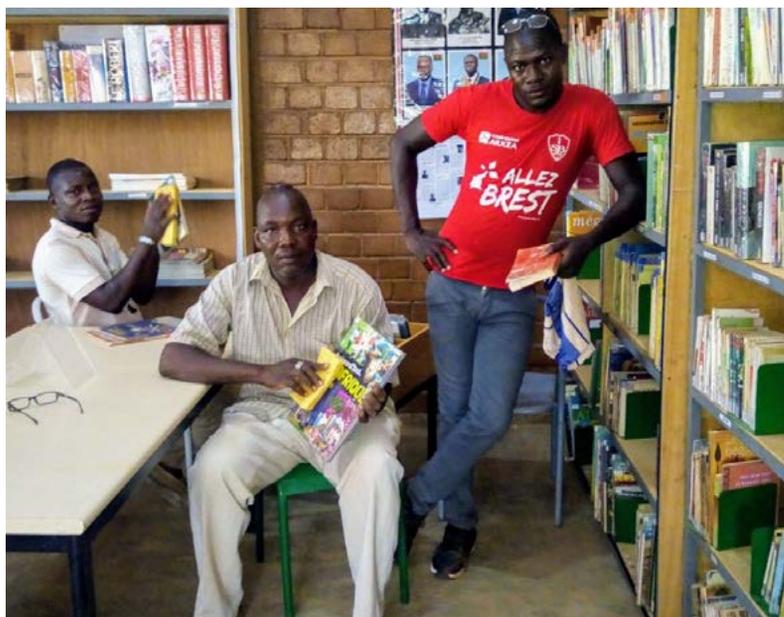
EN 2019 DANS LES  
4 BIBLIOTHÈQUES RES PUBLICA

- ◆ 4800 CONSULTATIONS SUR PLACE
- ◆ 3979 PRÊTS DE LIVRES
- ◆ 542 NOUVEAUX ABONNÉS
- ◆ 189 ANIMATIONS DE CLUBS LITTÉRAIRES
- ◆ 6328 LIVRES DISPONIBLES

**Le Burkina Faso, comme la plupart des pays de l'Afrique de l'Ouest, est un pays dont la gouvernance est très centralisée dans beaucoup de domaines, sur la capitale Ouagadougou. L'isolement géographique et l'enclavement des communes rurales constituent un véritable frein à la large diffusion égalitaire de la lecture publique.**

L'égalité des chances face à la disparité de ces territoires en matière de lecture demeure à cet effet un véritable défi à relever. C'est pour apporter une solution à ce problème et pour approcher la culture au plus près des habitants que Res Publica œuvre, depuis 2001, pour construire et équiper des bibliothèques en milieu rural. Elle encourage particulièrement les enseignants, les partenaires et les parents d'élèves (APAE) à œuvrer pour le développement du plaisir de la lecture chez les enfants, afin de :

- susciter le goût de la lecture chez les élèves pour favoriser l'épanouissement de la jeunesse ;
- promouvoir et étendre les initiatives, destinées à susciter le goût de la lecture et le plaisir du texte ;



**Malgré la COVID-19, les trois bibliothèques construites par Res Publica ont connu un fonctionnement satisfaisant de septembre 2019 à la mi-mars 2020.**

- réduire la fracture culturelle comme l'accès à la lecture, entre le milieu urbain et le milieu rural ;
- enrichir les références culturelles et artistiques des élèves ;
- satisfaire le besoin en documents nécessaires aux élèves des lycées et collèges pour leur cursus scolaire ;
- permettre aux enseignants et autres fonctionnaires de se cultiver à travers la lecture ;

### UNE ANNÉE PERTURBÉE

Les quatre bibliothèques construites par Res Publica ont connu un fonctionnement satisfaisant de septembre 2019 à la mi-mars 2020. Pour faire face à l'engouement suscité et à la hausse des fréquentations, l'association a dû doter les bibliothèques d'une trentaine de mobiliers neufs (chaises, tables, bancs) et d'une centaine de nouveaux ouvrages.

Les abonnements, prêts de livres et consultations sur place ont notamment généré cette année 4800 consultations sur place, 3979 prêts de livres, 542 nouveaux abonnés, 189 animations de clubs littéraires et 6328 livres disponibles.

Toutefois, la pandémie du Coronavirus en 2020 a sérieusement perturbé nos plannings et joué négativement sur le fonctionnement de nos activités. La fréquentation des bibliothèques a considérablement baissé. L'équipe des bibliothécaires, reste tout de même confiante pour l'avenir et déterminée pour l'atteinte des objectifs qu'elle s'est fixés.

A noter qu'un partenariat dynamisé avec les autorités locales permet, grâce à un système de prêt, d'élargir les prêts de livres au grand public. *Tam-Tam*, un magazine mensuel, initié par Issoufou BADO, coordonnateur des bibliothèques Res Publica, permet d'informer régulièrement les lecteurs des activités des bibliothèques.

## SOUTENIR ET ACCOMPAGNER

## LES ACTIVITÉS AGRICOLES

# La campagne agricole 2019/2020

### CHIFFRES 2019

- ◆ 275 PRODUCTEURS FORMÉS SUR LES TECHNIQUES DE CULTURE
- ◆ 25 HECTARES EMBLAVÉS
- ◆ 614 SAVONS À BASE DE NEEM VENDUS
- ◆ 97 BOITES DE PURÉE DE TOMATE TRANSFORMÉE
- ◆ 691 KILOS DE BEURRE DE KARITÉ PRODUITS



**Contrairement à la campagne agricole 2018 qui a été précoce sur toute l'étendue des trois communes (Nanoro, Pella et Soaw), celle de 2019 a connu un grand retard d'installation. A cela vient s'ajouter une mauvaise répartition spatio-temporelle des pluies qui a influencé négativement l'évolution de la saison jusqu'à la première décade du mois d'août. Nous vous proposons dans les lignes qui suivent, une synthèse des réalisations de la campagne d'hivernage 2019.**

### SITUATION PLUVIOMÉTRIQUE :

La campagne agro-pastorale 2019/2020 a connu une installation tardive et émaillée de séquences sèches plus ou moins longues dans les trois communes en raison de la faiblesse et de la mauvaise répartition spatio-temporelle des précipitations. La période allant de la deuxième décade de juillet à la troisième décade d'août a connu un renforcement de l'activité pluvio-orageuse de la mousson. Cette situation a permis d'enregistrer souvent des hauteurs de pluie exceptionnelles pour le développement des cultures.

### OPÉRATIONS CULTURALES :

Les opérations culturales (labours, semis, épandages des engrais et buttage) se sont déroulées de façon relativement satisfaisante pendant les mois de juin et juillet 2019. A la faveur du renforcement de l'activité de la mousson au cours du mois d'août, les opérations culturales ont connu un déroulement sans faille.

### SITUATION PHYTOSANITAIRE :

La situation phytosanitaire est demeurée calme sur l'ensemble des trois communes. En effet, aucune attaque de maladies ou de ravageurs pouvant compromettre les rendements des cultures n'a été signalée au cours de la campagne. Toutefois, c'est l'enherbement<sup>1</sup> des parcelles qui était observé par endroit au niveau des localités.

### DES ACTIVITÉS DE VULGARISATION :

Dans le cadre des activités de vulgarisation et d'appui-conseil agricoles, 8 outils ont été mis en place. Il s'agit notamment de quatre sites et de quatre parcelles de démonstration de la production du niébé dans les villages de



Sibago, Boulpon, Pella et Kalwaka). Une visite commentée a été réalisée sur le site vitrine de Kalwaka. Elle a regroupé 203 producteurs (hommes et femmes), les autorités communales et les Chefs coutumiers. La visite commentée a été un cadre d'échanges entre les producteurs et les techniciens et a permis de constater les effets bénéfiques de l'application du paquet technologique recommandé et la performance des ouvrages de conservation des eaux et des sols (CES/DRS).

### SITUATION ALIMENTAIRE :

Sur l'ensemble des marchés, une disponibilité céréalière a été observée. L'approvisionnement des marchés pendant la campagne d'hivernage se faisait en majorité par les commerçants. La présence des boutiques témoins a contribué à mieux s'approvisionner en denrées alimentaires.

### FORMATION DES PRODUCTEURS :

Au titre du renforcement des capacités des producteurs, 275 (hommes et femmes) ont été formés sur plusieurs thèmes. Ces formations ont permis aux producteurs d'acquérir des

connaissances sur les bonnes pratiques agricoles, qui consistent à récupérer 30 ha de sols cultivables à travers les aménagements de demi-lunes<sup>2</sup>, zai<sup>3</sup> et des cordons pierreux<sup>4</sup>.

### LA PHASE 2 DU PROJET NIÉBÉ :

Au titre de la seconde phase du projet « Niébé », une centaine de femmes, membres des organisations paysannes féminines (OPF) des communes de Nanoro, Pella et Soaw ont bénéficié de kits (engrais, semence, équipement de Protection Individuelle (EPI) et produits phytosanitaires). Elles ont aussi suivi des formations de renforcement de capacités pour la production du Niébé, une céréale bien prisée des burkinabè.

A l'issue de la formation, 25 ha ont été emblavés. Le suivi technique rapproché des bénéficiaires du projet a permis d'obtenir des rendements probants de 0,75 t/ha, avec une production totale de 18,75 tonnes.

Outre ces formations, 20 producteurs de Soaw et de Kalwaka ont effectué un voyage d'étude à Ouahigouya dans la province du Yatenga, pour acquérir des expériences réussies sur les techniques

de production de la pomme de terre. Ce voyage d'étude a permis également aux producteurs de partager leurs expériences sur les techniques de production à la radio « Voix du Paysan » de Ouahigouya.

- 1 - Une technique qui améliore la structure et la portance du sol
- 2 - Technique visant à déblayer la terre de bassins de quelques mètres, pour former des cuvettes (ou monticules) d'un demi-cercle en forme de demi-lunes, pour concentrer les eaux de pluie.
- 3 - Une forme de culture en poquets permettant de concentrer l'eau et la fumure
- 4 - Technique de récupération des terres dégradées. Dispositifs antiérosifs composés de blocs de pierre disposés en une ou plusieurs rangées.

**BURKINA FASO**

# Res Publica renouvelle son soutien à la coopérative Yamba-D

- ◆ 850 TABLES BANCS
- ◆ 120 TONNES DÉCHETS RECYCLÉS/AN
- ◆ 4 ÉCOLES RES PUBLICA



Que l'on soit du Nord ou du Sud, le plastique a toujours fait partie intégrante de notre vie quotidienne. Il est devenu un véritable problème de société, non pas dans l'utilisation qu'on en fait, mais dans la gestion de sa fin de vie.

Le Burkina Faso, pays dans lequel nous intervenons, génère chaque année 400 000 tonnes de déchets plastiques. De ces déchets, seuls 30 % sont collectés pour être recyclés. Le recyclage constitue donc la meilleure réponse au problème de gestion de ces déchets et la solution la plus avantageuse pour leur traitement, car il limite l'impact environnemental et offre d'importants avantages socio-économiques.

A cet effet, l'association accompagne des initiatives ou projets innovants portant sur la récupération et la valorisation des déchets plastiques. En 2018, Res Publica a noué un partenariat avec la coopérative Yamba-D pour soutenir la collecte, le tri et le recyclage des déchets au Burkina Faso. Depuis 2002, la coopérative Yamba-D travaille sur une solution de valorisation des sachets plastiques. Elle a pour principale activité la production de tables-bancs scolaires recyclés.

## ACTIONS EN 2019

Notre association est le premier partenaire convaincu de la pertinence de ce projet et a donc acquis en trois ans plus de 850 tables-bancs pour ses écoles dans la commune de Nanoro. En 2019, Res Publica renouvelle son soutien à Yamba-D et s'engage à équiper toutes ses écoles avec ses productions.

Ce soutien permet à la coopérative de booster sa production et pérenniser ses activités. Il lui permet également de nouer de nouveaux partenariats avec l'ambassade de France au Burkina Faso, l'agence métropolitaine des déchets ménagers (SYCTOM, France) et la fondation STROMME (Norvège). Pour poursuivre son essor, la coopérative Yamba-D, avec l'appui financier de Res Publica, s'apprête à dupliquer en novembre 2020 un atelier de recyclage de déchets dans la commune de Nanoro. Ce projet permettra notamment de :

- limiter la déforestation : la technique permet de contribuer efficacement à la lutte contre la déforestation et l'avancée de la sécheresse dans un pays sahélien comme le Burkina Faso ;

- d'assainir la commune rurale de Nanoro : l'essor des emballages plastiques contribue à la pollution et à la dégradation des écosystèmes naturels ;

- de renflouer les caisses des groupements féminins : le projet a fait le pari de convertir les déchets plastiques en ressource pour les femmes rurales. Leur collecte à raison de 100 FCFA le kg, génère des revenus pour les groupements féminins et les aide à s'émanciper ;

- de créer des emplois directs : le projet permettra également de créer au moins huit emplois au profit des jeunes de la localité avec un objectif de production d'au moins 800 tables-bancs par an.



NOS PROJETS :  
LES DYNAMIQUES



**(RE)PLACER LES SOCIÉTÉS  
CIVILES AFRICAINES ET EUROPÉENNES  
AU CENTRE DU DÉBAT**

## Construire une plateforme d'échanges et de solutions

- ◆ 1 RENCONTRE À (OUAGA)
- ◆ 4 JOURS DE WEB DÉBATS  
AVEC LE MONDE AFRIQUE
- ◆ 150 PARTICIPANTS (OUAGA)



**Jouant à la fois le rôle d'agitateur, de garant ou encore de boussole, la société civile est souvent à l'initiative des transformations sociales tout autant qu'à la manœuvre lorsqu'il s'agit de sauvegarder des intérêts collectifs. Puissante, informée, multiple et s'inscrivant souvent dans la sauvegarde de l'intérêt général, la société civile est un acteur central des sociétés contemporaines européennes et africaines.**

Le projet « Les Dynamiques – Faire avec la société civile » a l'ambition de situer les sociétés civiles africaines et européennes au centre du débat et de la décision publique. Si ces dernières parlent souvent des mêmes choses (développement, énergie, environnement, démographie, migrations, sécurité, etc.), elles n'en parlent pas du même point de vue ni de la même manière.

Le projet « Les Dynamiques » a pour objectif de créer une plateforme où sociétés civiles africaines et européennes peuvent échanger, se comprendre et proposer des solutions aux défis qui leur sont communs, aujourd'hui comme demain.

### PRENDRE EN MAIN SON PROPRE DESTIN...

Res Publica et ses partenaires souhaitent contribuer à cette « reprise en main » par les sociétés civiles de leur destin commun notamment par l'organisation de conférences et débats entre partenaires de la société civile qui doivent permettre :

- de mieux comprendre les dynamiques communes qui traversent les sociétés ;
- de proposer des recommandations aux décideurs notamment pour le long terme ;
- de poser les pierres d'un processus par lequel la société civile participera de manière plus forte à la décision politique.

**LES** Dynamiques  
FAIRE AVEC LA SOCIÉTÉ CIVILE

**Le Monde Afrique**

RENFORCER NOS ACTIONS

AVEC LE MONDE AFRIQUE

## Les Dynamiques : le partenariat avec le Monde Afrique



**La chaîne Afrique du Monde, l'un des journaux les plus lus en France, organise et anime régulièrement des débats de qualité qui mettent en avant les acteurs de la société civile d'Europe et d'Afrique. Depuis leur création, les « Débats du Monde Afrique » ont rassemblé plus de 15 000 personnes.**

Res Publica a choisi de s'associer au Monde Afrique autour de son projet les « les Dynamiques-Faire avec la société civile ». Bien qu'investis de missions distinctes et poursuivant des objectifs différents, notre association et le quotidien français sont confrontés à des questions similaires : comment rendre visibles les actions de la société civile ? Comment et par quoi pourrait-elle renforcer son rôle ?

### UN PARTENARIAT, UNE VISION COMMUNE...

À travers ce projet, Res Publica et Le Monde Afrique cherchent à encourager les rencontres, les échanges et discussions entre les OSC du Nord et du Sud, afin de trouver des réponses collectives aux enjeux communs.

Il s'agit concrètement de proposer une plateforme de discussions et d'échange de bonnes pratiques autour d'enjeux communs et d'étudier ensemble les leviers sur lesquels il est d'ores et déjà possible d'agir. Ce socle commun permettra aux acteurs de la société civile de collaborer dans la mise en œuvre de projets intégrant des critères d'efficacité.

LES **Dynamiques**  
FAIRE AVEC LA SOCIÉTÉ CIVILE

**Le Monde Afrique**

LES PREMIÈRES RENCONTRES

DE LA SOCIÉTÉ CIVILE

## Lancement du projet à Ouagadougou

- ◆ 2 JOURS DE RENCONTRES / DÉBATS
- ◆ 5 INTERVENANTS AFRIQUE
- ◆ 6 INTERVENANTS FRANCE
- ◆ 150 PARTICIPANTS

Organisées les 14 et 15 février 2020 à Ouagadougou (Burkina Faso), les « Rencontres de la société civile » ont marqué le lancement du projet « les Dynamiques », initié par Res Publica en partenariat avec le Monde Afrique.

Dans un monde en pleine mutation, il est nécessaire pour les organisations de la société civile du Nord comme du Sud, d'inscrire leur action dans une dynamique collective et de faciliter les synergies entre elles pour apporter une réponse efficace aux problèmes qu'elles rencontrent.

Cette première rencontre se voulait un cadre de discussions et d'échanges d'expériences qui permette de mieux comprendre les conditions et les limites de cette synergie. Des intervenants, issus de la société civile d'Europe et d'Afrique, ont été invités à s'exprimer lors de quatre tables rondes et de trois keynotes, devant plus de 150 participants.

Les discussions tenues lors des exposés ont permis de souligner la nécessité pour la société civile de s'organiser en tant qu'acteur, afin d'améliorer la qualité de ses interventions, de représenter de manière crédible les intérêts des

citoyens et de contribuer efficacement aux processus de gouvernance et de développement.

Un après-midi de témoignages et de débats avec les participants a permis à chacun d'interroger ses propres pratiques et d'approfondir les thèmes abordés :

- la place de la société civile dans les rapports Europe/Afrique ;
- la société civile en tant qu'acteur de transitions ;
- l'organisation des rapports entre la société civile et les pouvoirs publics : confrontation ou coopération ? ;
- le renforcement du rôle de la société civile face aux enjeux de la démocratie et de la bonne gouvernance en Afrique et de l'Ouest ;
- les enjeux et défis communs pour les sociétés civiles africaines et européennes ;
- les moyens d'expression à disposition de la société civile ;
- le partenariat entre organisations de la société civile du Nord et du Sud : quels

LES  
RENCONTRES  
DE LA  
SOCIÉTÉ  
CIVILE

**Ouagadougou**  
**14 et 15 février 2020**

accompagnements pour atteindre des objectifs communs ?

La conférence du 14 février marque le début d'un cycle de rencontres qui sera organisé en Afrique (Guinée, Sénégal, Burkina Faso) et en France.

*Cette première rencontre se voulait un cadre de discussions et d'échanges d'expériences qui permette de mieux comprendre les conditions et les limites de cette synergie*



## ILS EN PARLENT...



### SÉKOU KOUREISSY CONDÉ,

directeur exécutif d'ACG, a coanimé la table ronde portant sur le thème « La place de la société civile dans les rapports Afrique/Europe ».

« Je salue la mise en œuvre des « Dynamiques ». Cette rencontre est une nouvelle perspective de réflexion et d'actions entre les organisations de la société civile africaine et européenne. Ces débats vont permettre d'élaborer des schémas de dépassement, d'enrichissement pour permettre à la société africaine de porter des réponses africaines aux défis auxquels nous sommes confrontés aujourd'hui ».



### WODJO FINI TRAORÉ,

ancien vice-président de la Commission Nationale Consultative des Droits de l'Homme (CNCDH) en Côte d'Ivoire a coanimé la table ronde intitulée « La société civile, acteur des transitions »

« La société civile est l'oxygène de la démocratie et doit rester en interaction permanente avec l'Etat. Sans elle, il n'y a pas de débat contradictoire, il n'y a pas d'intérêt public commun. Je rappelle l'urgence pour la société civile de se professionnaliser car elle est un acteur incontournable de la vie publique qu'il faudra aider à se reconstruire, à se renforcer afin qu'elle accompagne et défende les intérêts de la communauté à la base ».

### EDOUARD MARTIN,

ancien syndicaliste et eurodéputé a coanimé la table ronde sur « L'organisation des rapports entre la société civile et les pouvoirs publics : confrontation ou coopération ? »

« Les sociétés civiles d'Afrique et d'Europe ne peuvent pas continuer à travailler de manière cloisonnée les unes à côté des autres. Pour être efficaces, elles ont besoin de convergence, de défendre des projets communs. Pour relever ce défi, il faut qu'elles s'organisent. Elles doivent avoir la capacité d'imposer un nouveau mode de gouvernance. Je salue l'initiative « Les Dynamiques ». Car un collectif doit être dynamique, doit être en mouvement, pour mieux représenter l'intérêt général ».



### EDOUARD GAUDOT,

historien, ancien conseiller politique au Parlement européen (Groupe Vert/ALE), a coanimé la table ronde : « Quels enjeux et quels défis communs pour les sociétés civiles africaines et européennes ? »

« La sphère institutionnelle n'est pas nécessairement une sphère à combattre. La société civile doit investir cette sphère et travailler avec elle. Autrement dit, la société civile doit civiliser la politique et politiser la société. Cela veut dire que les gens qui sont à l'action dans la société civile doivent se sentir missionnés pour investir les institutions et pour y porter à l'intérieur tout ce qui fait leur valeur à eux dans la société civile ».



### MAÎTRE HALIDOU OUEDRAOGO,

avocat à la Cour, ancien magistrat et personnalité de la société civile burkinabè :

« Nous avons assisté à une rencontre captivante avec un programme extrêmement bien élaboré. Les intervenants sont des personnes remarquables tant au point de vue de leurs profils que par leurs qualités d'orateurs. Nous avons beaucoup de leçons à tirer des analyses et recommandations qui ressortent de ces différents panels et qu'il nous incombe d'approfondir à notre tour dans nos pays respectifs. Un grand merci à Res Publica pour l'organisation de cette rencontre ainsi que pour le travail que cela demande ».

DES WEB-DÉBATS

DU MONDE AFRIQUE

## LES DÉBATS Le Monde Afrique

▶ LIVE

DU 5 AU 8 MAI

### AFRIQUE : LE JOUR D'APRÈS

## Res Publica partenaire des web-débats : « Afrique le jour d'après »

◆ 4 JOURS DE WEB DÉBATS

◆ 16 INTERVENANTS

Pour (ré)écouter les débats

[WWW.LEMONDE.FR](http://WWW.LEMONDE.FR)

Du 5 au 8 mai dernier, le Monde Afrique a organisé un cycle de conférences « Afrique : le jour d'après ». Quatre web-débats pour mettre en avant la société civile africaine et donner un écho aux idées, aux projets que portent penseurs, artistes ou militants du continent. Ces temps forts ont permis d'aborder des thèmes centraux et de dessiner les contours d'une Afrique capable de rebondir dans l'après-coronavirus et à écrire « le jour d'après ». Res Publica fut partenaire de cet événement à travers son projet « les Dynamiques ».

#### « LA SANTÉ D'ABORD ! »

La pandémie du coronavirus a rappelé aux Etats du monde entier qu'il n'y a pas d'économie pérenne sans une bonne santé. L'Afrique, bien que moins affectée par la pandémie, n'en fait pas pour autant exception. Le docteur Seydou Coulibaly, économiste, chargé pour l'Afrique de l'Ouest des questions de financement et de couverture sanitaire universelle au sein de l'Organisation mondiale de la santé (OMS), tout comme les trois autres intervenants, se sont accordés sur un point : la nécessité de mettre la santé au cœur des stratégies de développement en Afrique, afin d'offrir aux 1,2 milliard d'Africains le bien-être et les soins adéquats.

#### « PENSER PLUS LOIN AVEC LES ARTISTES »

Ce débat a été l'occasion de souligner le rôle de l'artiste en Afrique : celui de porter l'imagination des citoyens au pouvoir. Même s'il n'endosse pas officiellement ce rôle, l'artiste est le premier architecte de l'Afrique de demain, celui qui pense le continent plus loin. Certains agissent

dans l'urgence palliant la faiblesse, voire l'incurie des politiques publiques africaines, comme Mahi Binebine, peintre, romancier et sculpteur de renommée internationale ; d'autres travaillent à transformer directement les lieux de vie pour faire société autrement. Une approche que développe l'Ivoirien Issa Diabaté, architecte et urbaniste, diplômé de Yale, aux Etats-Unis.

#### « DÉNONCER OU AGIR ? »

Comment changer la société pour en faire un espace plus social, plus juste, plus durable ? Faut-il dénoncer ou faut-il agir ? Faut-il combattre hors du champ politique ou descendre dans l'arène ? La Tchadienne Hindou Oumarou Ibrahim, le Camerounais Valsero ou l'Ivoirien Antoine Assalé Tiemoko, quatre personnalités militantes africaines aux parcours singuliers, ont répondu à ces questions.

#### « LA TECH, POUR LE MEILLEUR OU POUR LE PIRE ? »

La crise de la Covid-19 a montré à quel point internet nous était utile et incontournable : un levier pour la prévention et un moyen de surveiller les populations... Mais c'est aussi le moyen pour certains gouvernements de surveiller les masses et de mettre à mal les libertés individuelles. Ce débat a notamment réuni Moustapha Cissé, professeur d'intelligence artificielle à l'Institut Africain de Sciences Mathématiques et Gildas Guiella, Président de Wakatlab, premier fab-lab africain en 2011 basé à Ouagadougou.

# Vivre ensemble

ouest france



NOS PROJETS :  
MIGRATIONS  
EN QUESTIONS

MIGRATION  
CHIFFRES  
MONDE • EUROPE • FR

MIGRATIONS EUROPE

100 MILLIONS DE HABITANTS EN UNION EUROPEENNE



Textual content from a document, partially obscured and blurred.

OFFRIR UNE INFORMATION  
SCIENTIFIQUE  
SUR LES MIGRATIONS

## Des vidéos courtes et accessibles pour un dialogue sur une question sensible

◆ 18 CHERCHEURS  
ET SPÉCIALISTES MOBILISÉS

◆ 50 VIDÉOS RÉALISÉES

*La qualité et l'expertise des intervenants de même que la réputation du Comité d'accompagnement, ont contribué au succès du projet.*



Le projet Migrations en Question est né de la collaboration entre Res Publica et European Migration Law. Démarré en 2018, ce projet a pour objectif d'offrir aux citoyens une information de qualité, scientifique et impartiale sur les questions migratoires. En pratique, des experts, des praticiens et des universitaires ont accepté de répondre, dans de courtes vidéos de moins de 3 minutes, aux questions que pose le phénomène migratoire.

En 2019, nous avons mis en ligne 33 vidéos sur le site Migrations en questions, sur la page YouTube du projet et sur la plateforme Digiteka (Ouest-France). La qualité et l'expertise des intervenants, de même que la réputation du comité d'accompagnement, ont contribué au succès du projet. Outre une couverture médiatique flatteuse, les vidéos ont enregistré plus de 2 millions de vues sur Internet.

### DE NOUVELLES VIDÉOS À DÉCOUVRIR ...

Forts de cette expérience, nous avons décidé de continuer le projet et enregistré, en janvier 2020, une nouvelle série de vidéos. De nouvelles personnalités (Hervé Le Bras, François Gemenne) et partenaires (Commission nationale consultative des droits de l'homme)

nous ont rejoint à cette occasion.

Au second semestre 2020, le site [www.migrationsenquestions.fr](http://www.migrationsenquestions.fr) comptera environ 50 vidéos.

### COLLABORATION AVEC LA PLATEFORME LUMNI

Au cours de l'année 2020, nous avons également engagé des discussions avec la plateforme Lumni ([www.lumni.fr](http://www.lumni.fr)) pour que plusieurs vidéos du projet Migrations en Questions figurent parmi les ressources pédagogiques recensées par ce site. Une telle perspective, actuellement en voie de contractualisation, doterait le projet Migrations en Questions d'une assise pédagogique solide. En effet, Lumni est une offre éducative unique, gratuite, expertisée et sans publicité, portée par les acteurs de l'audiovisuel public (France TV, Arte, RFI, France 24, Radio France...), le ministère de l'Éducation nationale, le ministère de la Culture, la Ligue de l'Enseignement, etc.

**PROPOSER UN KIT  
PÉDAGOGIQUE POUR  
LES PLUS JEUNES**

**Permettre aux élèves d'accéder de manière simple et rapide à des notions et des concepts complexes**

- ◆ 1 KIT PÉDAGOGIQUE
- ◆ 1 PARTENARIAT AVEC LE LIPE
- ◆ 1 PARTENARIAT AVEC L'UNIVERSITÉ DE NANTES

*Conçu avec le Laboratoire d'Innovation Pédagogique sur l'Europe (LIPE) de l'Université de Nantes et en collaboration avec le groupe associé du Rectorat de l'Académie de Nantes, le kit est construit pour s'intégrer aux programmes scolaires et soutenir la pratique pédagogique des enseignant.e.s.*



Afin d'informer un public plus jeune, Res Publica et European Migration Law ont décidé d'étoffer l'offre pédagogique Migrations en Questions en créant un kit pédagogique à destination des élèves de collèges et de lycées.

Le kit pédagogique Migrations en Questions a pour objectif de mettre à disposition des enseignant.e.s un outil numérique directement diffusable et utilisable en classe. Il doit permettre aux élèves d'accéder de manière simple et rapide à des notions et des concepts complexes tout en favorisant l'attention et la curiosité des élèves.

Le kit est composé d'un parcours en trois activités (histoire ; catégories ; parcours) qui repose chacune sur un support texte et une capsule vidéo. Une quatrième activité fait appel à la créativité des élèves en les initiant à la facilitation graphique et permet une restitution finale. En parallèle, le kit comporte des activités annexes réalisables seules ou en complément du parcours complet. Outil numérique, le kit offre une grande liberté pédagogique et permet d'ajouter des contenus renouvelés ainsi que travaux de restitution d'élèves.

**PARTENARIAT AVEC LE LABORATOIRE D'INNOVATION PÉDAGOGIQUE SUR L'EUROPE (LIPE) ET L'UNIVERSITÉ DE NANTES.**

Conçu avec le Laboratoire d'Innovation Pédagogique sur l'Europe (LIPE) de l'Université de Nantes et en collaboration avec le groupe associé du Rectorat de l'Académie de Nantes, le kit est construit pour s'intégrer aux programmes sco-

*Le kit pédagogique Migrations en Questions a pour objectif de mettre à disposition des enseignant.e.s un outil numérique directement diffusable et utilisable en classe.*

laire et soutenir la pratique pédagogique des enseignant.e.s. Il contient en outre des supports pour développer la créativité et l'autonomie des élèves ainsi que le développement de compétences numériques.

# Une soirée mosaïque pour découvrir des artistes, en partenariat avec Res Publica

◆ 1 SOIRÉE

◆ 1000 PARTICIPANTS



**Party en exil, inaugure une série de rencontres organisée à Lyon par les Subsistances avec l'association « L'Atelier des artistes en exil ».**

Lancé le 26 septembre 2019, cet événement, est accueilli en résidence artistique aux Subsistances et organisé en partenariat avec Res Publica et l'Ecole nationale supérieure des beaux-arts de Lyon (Ensba Lyon). Animé par des artistes exilés qui ont trouvé refuge en France, cet événement a réuni plus de mille personnes et offert des spectacles qui ont bousculé nos attentes pour sa première édition.

### UNE SOIRÉE RICHE EN COULEURS

La performance de Yannos Majestikos, réalisée par des « hommes-téléviseurs », a donné le coup d'envoi de la soirée. Ce spectacle a invité le public à la réflexion puis a laissé place à une série de rencontres « express ». C'est dans ce registre que Res Publica a été amenée à présenter les actions qu'elle mène en faveur de l'intérêt général en France et au Burkina Faso.

Ainsi, le projet Migrations en Questions a été invité à contribuer à cette session

pour mettre en avant ses derniers travaux sur les questions d'asile et d'immigration. Les membres de l'équipe de Migrations en Questions, ont présenté le bilan de la première phase du projet (octobre 2018 - mai 2019). Une sélection de vidéos réalisées dans le courant de l'année 2019 a également été diffusée.

Des exemplaires du fascicule « Migrations en Chiffres » qui rend compte des chiffres clés sur les migrations en France, en Europe et dans le reste du monde, ont été mis à la disposition du public. La soirée s'est poursuivie avec un concert électro avec l'artiste musicien syrien Wael Alkak.

Le partenariat noué avec les Subsistances, lieu de création et établissement connu des jeunes de la région lyonnaise, témoigne de la volonté de Res Publica d'aller au plus près de ce public. La jeunesse comme symbole de dynamisme et de renouveau doit être capable, et en toute connaissance de cause, d'insuffler les dynamiques qui lui permettent d'esquisser le changement qu'elle souhaite voir.

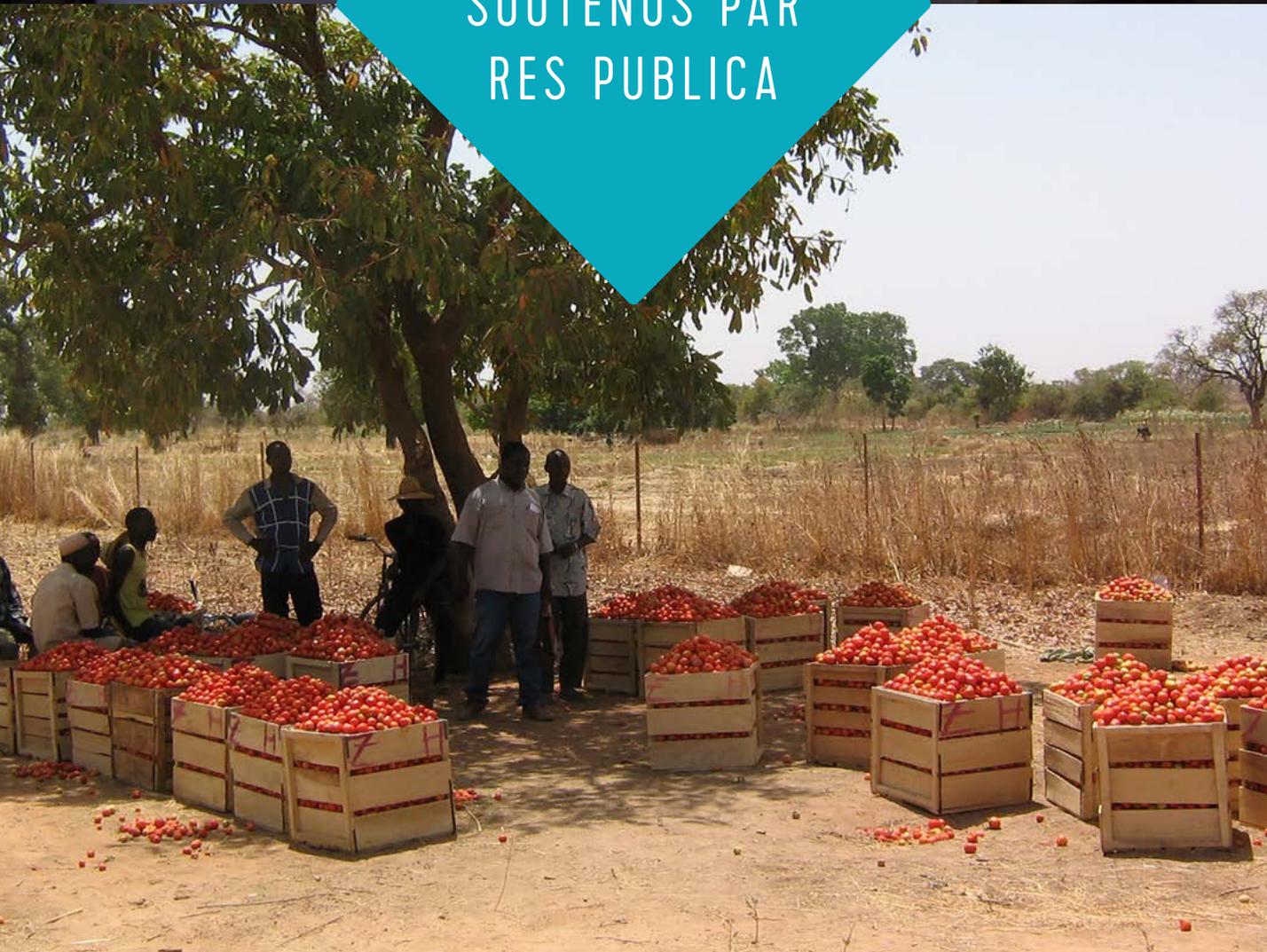
### PARTY EN EXIL LYON 2020

Res Publica et les Subsistances ont convenu de renforcer cette collaboration autour de la tenue du festival Les « Demoiselles d'Afrique ». Exprimée à travers l'art et la danse, cette rencontre témoigne de la place des femmes en Afrique. Initialement prévu du 21 au 30 septembre 2020, l'événement a dû être annulé et reporté à l'année prochaine, en raison de la pandémie de Covid-19.

La deuxième édition de Party en exil, aura lieu cette année le 7 octobre 2020 et alliera expositions artistiques, musique et conférences. Partenaire de cet événement, Migrations en Questions animera la table ronde « Regards croisés sur la question migratoire » au vu des parcours professionnels et des actions menées des différents intervenants.



LES PROJETS  
SOUTENUS PAR  
RES PUBLICA



AFRICAN CRISIS GROUP

AU SERVICE D'UNE SOCIÉTÉ CIVILE FORTE

EN AFRIQUE DE L'OUEST...

CONAKRY - GUINÉE

## Établir le dialogue, faciliter les discussions en vue de parvenir à un accord mutuellement acceptable

◆ 47 MISSIONS DE SENSIBILISATIONS

◆ 60 CONFÉRENCES, ATELIERS ET SÉMINAIRES

◆ 35 000 PERSONNES TOUCHÉES

**African Crisis Group (A.C.G) est un cabinet de conseil, à statut associatif, qui a pour objectif de promouvoir la bonne gouvernance et de contribuer à la consolidation et à la préservation de la paix en Afrique de l'Ouest. Sa mission est de prévenir et résoudre les conflits institutionnels, politiques, économiques, démographiques et socioculturels.**

Reconnu pour son rôle de facilitateur de dialogue quand celui-ci est rompu, A.C.G, par la voix de son directeur exécutif Sékou Koureyssy Condé, sert également de médiateur dans de nombreuses crises au compte de la société civile, entre la classe politique et le pouvoir exécutif dans les pays de l'Afrique de l'Ouest.

### LA MÉTHODOLOGIE DE AFRICAN CRISIS GROUP

Dans le processus de prévention des conflits et de consolidation de la paix, African Crisis Group (A.C.G) s'active prioritairement à suivre l'évolution des risques, d'en déterminer les causes afin d'établir une cartographie. Elle privilégie dans un second temps l'option de la construction du dialogue qui consiste à connaître et à examiner les motivations des acteurs en conflit et à encourager les échanges entre toutes les parties prenantes.

Le travail d'A.C.G s'articule autour de :

- **La reprise du dialogue** : nous établissons et rétablissons une communication entre les parties en conflit ou en désaccord (société civile, Etat, classe politique et acteurs non étatiques ...) en vue de parvenir à une solution ou un accord mutuellement acceptable.

- **La médiation** : en tant que médiateur, African Crisis Group facilite et guide les discussions entre les parties en conflit, en vue de les aider à comprendre la nature du problème, les intérêts en jeu, ainsi que les diverses solutions possibles qui peuvent les aider à résoudre tout ou partie du problème.

- **L'appui à la société civile** : A.C.G apporte un appui substantiel à l'éducation citoyenne sensible notamment en zone rurale pour préserver la sécurité des minorités contre la justice ou vindicte populaire et contre l'impunité, vecteurs souvent de conflits.

A.C.G soutient également la formation d'une société civile forte et indépendante. C'est en ce sens qu'elle organise régulièrement des ateliers de formations, des conférences débats et autres événements dans le but de susciter l'éveil public.



VILLARS LES DOMBES - FRANCE

## Cuivres en Dombes et Res Publica : un partenariat associatif militant

◆ 1 FESTIVAL

◆ 4 PROJETS D'INCLUSION CULTURELLE

Depuis 1996, l'Académie de Cuivres en Dombes, association reconnue d'intérêt général, a pour objet le développement de la diffusion des pratiques artistiques et de la médiation culturelle en Dombes. Elle organise chaque année un festival dédié aux cuivres et au patrimoine et 4 saisons d'inclusion culturelle.

### LE FESTIVAL CUIVRES EN DOMBES

Au cœur de l'été, le Festival Cuivres en Dombes promet à tous des soirées d'exception, en accueillant tant des artistes de renommée mondiale que des jeunes talents, dans des sites remarquables, châteaux et belles demeures. Projet territorial fédérateur, il anime également les cœurs de villages en proposant des concerts gratuits à la programmation éclectique ouverts à tous. Avec plus de 100 bénévoles, le Festival participe à la découverte des produits et savoir-faire locaux. Événement culturel majeur de la région Auvergne-Rhône-Alpes, il accueille chaque année environ 7000 festivaliers, amateurs de musique et de patrimoine.

### LES SAISONS

L'association construit, anime et déploie des ateliers de découverte et de pratique artistique animés par des artistes en résidence dans le cadre de 4

saisons d'inclusion culturelle lauréates de la convention régionale « Culture et santé » :

« **Le Beau Romans** », 22<sup>e</sup> Saison Culturelle intégrée au projet d'établissement des trois établissements du Centre Romans-Ferrari propose 20 ateliers, 12 restitutions pour 140 semaines de résidence à destination des 1000 enfants grands-brûlés, polytraumatisés ou cérébrolésés hospitalisés au Centre Médical de Rééducation Pédiatrique (Miribel), 30 enfants atteints d'une lésion cérébrale acquise au S.M.A.E.C. (Miribel) et 50 adultes poly-handicapés résidents au F.A.M. (Romans)

« **Les Enfants Terribles** », 19<sup>e</sup> Saison Culturelle intégrée au projet d'établissement de l'I.T.E.P. de Raccrochage l'Arc en Ciel (Trévoux) propose 4 ateliers, une installation scénographique pérenne et 2 restitutions pour 32 semaines de résidence à destination de 50 adolescents souffrant de troubles du comportement.

« **Itinéraire Singulier** », 17<sup>e</sup> Saison Culturelle intégrée au projet d'établissement de l'Hôpital Nord-Ouest Trévoux et de l'E.H.P.A.D. de Villars-les-Dombes propose 4 ateliers, 2 restitutions pour 26 semaines de résidence à destination de 84 personnes âgées dépendantes.



« **L'Echo** », 14<sup>e</sup> Saison Culturelle intégrée au projet d'établissement de l'E.H.P.A.D. La Montagne de Châtillon/Chalaronne et l'E.H.P.A.D. Les Saulaies de Saint Trivier Sur Moignans propose 5 ateliers, 2 restitutions et l'édition de 1000 livres pour 38 semaines de résidence à destination de 224 personnes âgées dépendantes.

### UN ADN COMMUN

Sensible aux valeurs et à l'engagement de l'association dombiste, Res Publica est le mécène principal de l'Académie de Cuivres en Dombes. Depuis 2015, ce partenariat a contribué à soutenir l'ensemble de ses actions :

- développement de sa politique de médiation artistique et culturelle permettant aux 4 saisons de proposer à des personnes en incapacité physique ou psychologique un accès à la culture ;
- accroissement de notoriété et accessibilité du Festival Cuivres en Dombes.

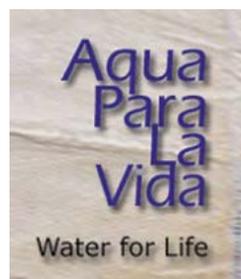
Res Publica et l'Académie de Cuivres en Dombes se sont rencontrées autour d'un ADN commun, partageant une vision humaniste de leurs projets.

En savoir + :

[WWW.CUIVRESENDOMBES.ORG](http://WWW.CUIVRESENDOMBES.ORG)

## AUTRES PROJETS SOUTENUS

En plus de construire nos propres projets, nous apportons notre soutien à d'autres partenaires avec lesquels nous partageons les mêmes valeurs





RES PUBLICA  
DANS LES MÉDIAS



PUBLIÉ LE 06/02/2020

SUR LE SITE DE L'INSTITUT

DELORS

## La déclaration de Malte : des « résultats » trompeurs

### L'ADOPTION DE LA DÉCLARATION DE MALTE

Le 3 février 2017, le Conseil européen adoptait la déclaration de Malte. Ce texte détaillait les mesures que les dirigeants européens souhaitaient mettre en œuvre pour « endiguer les flux migratoires » depuis la Libye vers l'Italie. La déclaration prévoyait notamment de former, équiper et soutenir les garde-côtes libyens, d'intensifier les efforts pour démanteler les réseaux de passeurs, ou encore de mettre en place des structures et conditions d'accueil adaptées pour les migrants en Libye.

Trois ans après, le bilan de l'action engagée illustre la dimension limitée de l'action des États européens en matière de politique migratoire, où la logique du contrôle des frontières s'est imposée comme seule boussole politique au détriment des droits et des principes.

La déclaration de Malte s'inscrit dans un continuum de mesures qui ont eu pour principal objectif de fermer les routes migratoires. Après, la route des Balkans, en octobre 2015, la route de la Méditerranée orientale, avec l'adoption en mars 2016 de la déclaration UE-Turquie, la déclaration de Malte a posé les conditions d'une fermeture de la route de la Méditerranée centrale.

En termes de *realpolitik*, c'est-à-dire de chiffres, ces actions ont atteint les

objectifs recherchés. Le nombre d'arrivées qualifiées « d'irrégulières » par l'Agence Frontex a chuté significativement depuis 2015. De telle sorte que cette agence européenne a souligné en 2019 que « le nombre total de détections est à son plus bas niveau depuis 2013 ».

### 12 000 PERSONNES BLOQUÉES DANS DES CONDITIONS DE VIE ÉPOUVANTABLES...

Ce « succès » doit toutefois être sérieusement relativisé puisque « l'endiguement » des flux migratoires a eu un coût humain et juridique considérables. Dès 2015, la « fermeture de la route des Balkans » a eu pour conséquence immédiate la création du camp d'Idoméni à la frontière gréco-macédonienne. Plusieurs milliers de personnes, jusqu'à 12 000, ont été bloquées dans ce camp improvisé au cours de l'hiver et dans des conditions de vie épouvantables.

Au mois de mars 2016, la déclaration UE-Turquie a eu pour effet de fermer la route de la Méditerranée orientale entre la Turquie et la Grèce. Mais au prix d'une construction juridique contestable. En effet, la déclaration est fondée sur la prémisse que la Turquie est un « pays tiers sûr ». Or, la Turquie ne remplit pas les conditions fixées par la directive 2013/32/UE sur les procédures d'asile pour être qualifiée comme telle. C'est donc sur un fondement juridique erroné que le deal entre les Européens et la Turquie a été construit.

La déclaration de Malte est venue clore cette séquence en posant l'objectif de fermer la route de la Méditerranée centrale. Mais en proposant de former et d'équiper les garde-côtes libyens, cette déclaration a franchi un pas dans le cynisme. Mieux formés et surtout mieux équipés, les garde-côtes ont désormais la capacité d'intercepter les embarcations dès les eaux territoriales libyennes pour débarquer les migrants, demandeurs d'asile et réfugiés en... Libye où ils sont exposés à la violence sexuelle, au travail forcé, à l'exploitation, à la détention arbitraire ou encore à l'extorsion. En maintenant les actions dans

la zone de responsabilité libyenne, les Européens se sont affranchis de leurs obligations, notamment du principe de « non-refoulement », et ont privé les personnes secourues de la protection que leur aurait offert le droit européen.

La fermeture des routes migratoires a été accompagnée d'autres mesures visant notamment le sauvetage en Méditerranée. Qu'il s'agisse de la volonté de plusieurs gouvernements européens de chasser et de sanctionner les ONG exerçant un « droit de sauver », de la réorganisation de l'opération SOPHIA de démantèlement des réseaux criminels en opération de surveillance exercée uniquement par drones ou encore de la création d'une zone de sauvetage et de recherche sous le contrôle de Tripoli, tout a été mis en œuvre pour « endiguer » les opérations de sauvetage. En conséquence, la mortalité a explosé.

## **LES CONSÉQUENCES DE LA FERMETURE DES FRONTIÈRES**

La déclaration de Malte est la manifestation, parmi d'autres, d'un rétrécissement de la pensée et de l'action désormais focalisées sur la frontière et sa fermeture quel qu'en soit le prix humain, juridique mais aussi politique. À cet égard, les « résultats » liés à la fermeture des frontières et à l'abandon des droits ont un effet politique dévastateur. Ils satisfont ceux qui détestent l'Union européenne et les principes qui la fondent et éloignent du projet européen ceux qui considèrent qu'une construction fondée sur l'État de droit et les droits humains est un horizon possible. Le socle des supporteurs s'amoindrit. Celui des opposants prospère.

S'il est certes de la responsabilité des États d'assurer la sécurité sur le territoire européen, ils ont également la responsabilité de le faire dans le plein respect des principes qui ont guidé la construction européenne. Le respect du droit et des droits est une condition de la poursuite et de l'adhésion à la coopération européenne. Il appartient à la Commission européenne de porter

et de consolider cet héritage en utilisant ses pouvoirs pour imposer aux États le respect de leurs obligations.

Mais le respect de la règle n'est pas une condition suffisante. Les décideurs européens doivent désormais définir une vision de long terme en matière migratoire qui dépasse le cadre restreint de la frontière et de son contrôle. La tâche est ardue en raison des profondes divisions qui séparent les États mais elle est nécessaire pour définir la place de l'Europe au regard des enjeux de mobilité humaine et pour offrir aux citoyens un cadre politique de référence.

*Yves Pascouau,  
Directeur des programmes Europe,  
Association Res Publica*

TRIBUNE

## « En Europe comme en Afrique, la société civile doit inves- tir le champ politique »

*Les signataires de cette tribune, réunis en février à Ouagadougou, plaident pour une participation accrue des associations, ONG et syndicats à la sphère institutionnelle.*

Citoyen ou association de quartier, syndicat ou ONG, les multiples acteurs qui forment la société civile apportent une contribution déterminante au bon fonctionnement de la cité. Pourtant, louée pour son rôle, célébrée pour ses succès, la société civile reste un objet difficile à appréhender. Qu'il s'agisse des objectifs et principes défendus, de son mode d'organisation, des moyens d'action, elle est caractérisée par son extrême diversité, ce qui rend difficile toute tentative de définition exhaustive. Mais à défaut de définition, il est néanmoins possible de proposer une classification de ses formes d'action. A travers des discussions menées en février à Ouagadougou à l'occasion des Rencontres de la société civile, nous avons identifié trois entrées correspondant d'abord aux types d'actions poursuivies par les acteurs, ensuite à l'étendue des intérêts défendus et enfin à leur portée sur une échelle de temps. Trois niveaux, pour trois fonctions : agitateur, garant et boussole.

### PARTICIPER À LA DÉFINITION DU FUTUR

L'agitateur répond à la mobilisation, plus ou moins rapide et spontanée, pour soutenir une cause ou un intérêt spécifique qui émerge spontanément dans la vie de la cité (un collectif de sans-papiers, par exemple) ou revient régulièrement à l'agenda (les journées mondiales, le jour du dépassement, etc.). Sa mobilisation se caractérise par une forte visibilité et vise à obtenir une réponse ou un engagement rapide des autorités publiques.

Le garant poursuit, lui, la défense des intérêts d'un groupe face à l'action ou l'inaction de la puissance publique. Il s'appuie généralement sur un cadre existant qui structure l'organisation de la société. La caractéristique de cette fonction tient à son caractère établi, en associations ou organisations, appuyé sur un système de financement qui assure la pérennité et la continuité de l'action. En outre, les individus engagés dans ce type d'approche défendent un intérêt général qui les dépasse individuellement. Enfin, la boussole correspond à la possibilité pour la société civile de participer à la définition du futur et aux choix collectifs, en dehors du temps électoral (prospective, temps long, intérêt général, organisation de la société). Ce rôle n'est exercé que par une partie limitée de la société civile, celle qui maîtrise les codes et le langage des décideurs politiques tels que les universitaires, chercheurs, experts ou think-tankers. En surplomb des discussions, ces acteurs participent à la formulation des options et orientations politiques.

Bien entendu, ces trois types d'actions ne sont pas mutuellement exclusifs. Les organisations garantes contribuent au débat public comme des boussoles, tout en accueillant des agitateurs.

### ACCOMPAGNER LES ÉVOLUTIONS

Mais au-delà de cette diversité de la sphère civile, demeure la question des relations avec la sphère institutionnelle. Et là, le débat est vif. Il y a ceux qui préfèrent se tenir à distance du pouvoir et jouer un rôle de conseil, d'expertise ou de garde-fou. Et puis il y a ceux qui régulièrement franchissent le Rubicon

et décident de participer au pouvoir politique, le plus souvent au moment d'une élection – le succès des listes Europe Ecologie en 2009 reposait en partie sur cette convergence, et l'Afrique francophone regorge de ces trajectoires. Mais, succès ou échecs, les expériences passées n'ont toujours pas tranché l'éternel dilemme : faut-il préférer peser en externe sur les actions du pouvoir ou tenter de les infléchir de l'intérieur ? Lors de nos Rencontres de la société civile, les débats ont néanmoins fait ressortir plusieurs arguments en faveur d'une participation de la société civile au pouvoir politique, en Europe comme en Afrique.

Un premier argument tient à la nécessité de poursuivre les actions engagées avec succès. Lorsque la société civile a initié et accompagné un changement social, elle doit être en mesure d'en garantir la pérennité et de décider de l'après. Les acteurs du changement doivent investir le champ politique et prendre part au pouvoir. A défaut, la société civile exigera a minima la mise en place de dispositifs de consultation et de codécision pour accompagner les évolutions.

Deuxièmement, les acteurs de la société

civile reconnus comme des exemples dans leurs combats peuvent porter au sein des institutions les changements de comportements espérés et exigés. Probité, intégrité, transparence, courage sont autant de valeurs que les représentants de la société civile pourraient incarner dans l'action publique. Ainsi, quand les décideurs cherchent à « politiser » la société pour la mobiliser, la société civile pourrait en retour « civiliser » la politique.

### RAVIVER LA CONFIANCE ENTRE ÉLUS ET CITOYENS

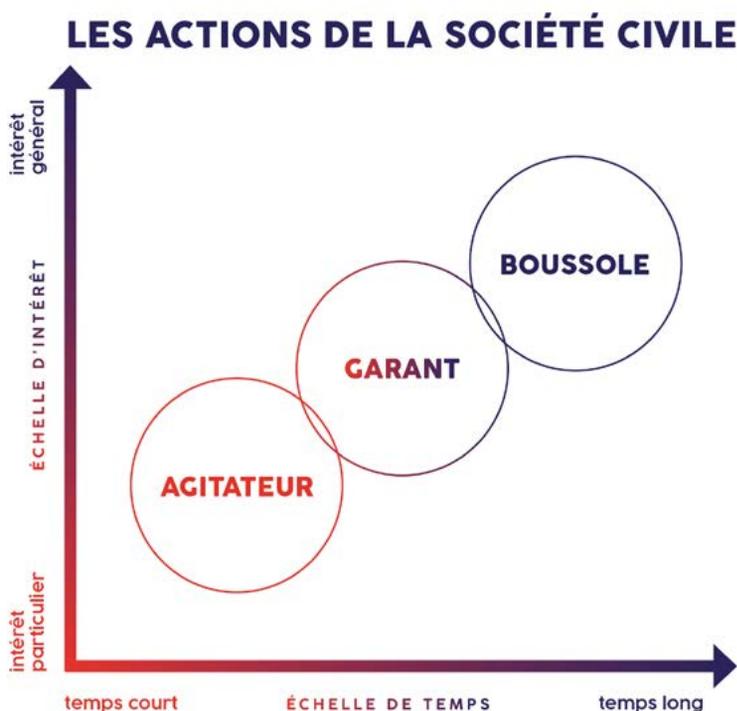
Enfin, il y aurait là une chance de remédier à deux maux profonds de nos institutions politiques contemporaines : la défiance croissante de la part des citoyens et l'enfermement dans une gestion myope soumise au court terme. Une participation accrue de la société civile aux processus de décision permettrait de surmonter ces deux difficultés. Ainsi, en « civilisant la politique », ces acteurs de la société civile raviveraient la confiance entre élus et citoyens. En outre, leur participation pourrait s'inscrire dans des mécanismes permettant à la société civile de prendre part à la

définition des orientations de long terme de nos communautés politiques. La société des citoyens reprendrait alors son rôle de boussole si important dans les relations de confiance entre individus et institutions, entre présent et futur.

### REJOIGNEZ-NOUS !

La question de la participation de la société civile au pouvoir revient à s'interroger sur le rôle de la société des citoyens dans la conduite des affaires publiques qui lui échoit. Comme le disait Victor Hugo le 21 mai 1850 à la tribune de l'Assemblée au sujet du suffrage universel reconnu aux citoyens : « Soyez tranquilles, vous êtes souverains. »

*Sékou Koureisy Condé, président de l'African Crisis Group, Mariama Gamatié Bayard, sociologue, Edouard Gaudot, écologiste français et ancien conseiller au Parlement européen, Edouard Martin, président de l'association Bridge (Bâtir le Renouveau Industriel sur le Génie Écologique), Liliane Umubyeyi, Coordinatrice de la recherche chez Avocats Sans Frontières, et Yves Pascouau, directeur des programmes Europe de l'association Res Publica.*



RES PUBLICA  
DANS LES  
MÉDIAS

Le Monde **Afrique**

LE MONDE AFRIQUE

PUBLIÉ LE 30 /12/2019

## Au Burkina Faso, Res Publica lutte pour la parité dans les écoles

Lorsque Fadiratou évoque ses rêves, ses yeux noirs s'illuminent. « Docteur. C'est ce que j'aimerais devenir », murmure-t-elle, avant de baisser le regard. Comme gênée de cette ambition qu'elle cultive dans son internat pour jeunes filles, à Nanoro, commune de la région Centre-Ouest, au Burkina Faso.

Il y a quelques années, Fadiratou ne pouvait même pas s'imaginer d'avenir professionnel, car son aventure scolaire devait se terminer en fin de primaire. Ses parents, cultivateurs, la destinaient au travail des champs et à un mariage arrangé pour lui « assurer une sécurité ». Jusqu'au jour où elle s'est rebellée. « J'ai dit non » ... Je préférerais aller à l'école pour réussir ma vie et ne pas dépendre d'un mari, comme ma mère. »

### « UN CHEMIN PAVÉ D'OBSTACLES »

Le Burkina affiche le cinquième taux le plus élevé au monde pour les mariages d'enfants, avec une fillette sur deux mariée avant ses 18 ans et une sur dix avant ses 15 ans. « Les parents préfèrent investir dans l'éducation des garçons, car la fille est considérée comme une « étrangère » qui devra partir vivre dans une autre famille et s'occuper des tâches ménagères », explique Naaba Karfo, roi et chef coutumier de Nanoro...

Pauvreté, isolement géographique, pesanteurs sociales, mariages et grossesses précoces : au Burkina, où plus de 60 % de la population est analphabète et 40 % vit sous le seuil de pauvreté, le chemin vers l'école reste pavé de trop d'obstacles pour bien des jeunes filles.

Si Fadiratou a réussi à les franchir, c'est parce que son ambition est arrivée aux oreilles de Yaya Ouedraogo. « J'ai regardé ses notes, qui étaient très bonnes. Cette jeune fille avait aussi une envie. Alors nous avons décidé de la soutenir pour qu'elle puisse aller au collège et au lycée », explique cet animateur de Res Publica, une association française qui a mis en place un plan de scolarisation des filles. En une vingtaine d'années, l'ONG a réussi le pari de multiplier par cinq l'effectif des filles dans la centaine de structures construites, dans trois provinces du pays.

Ses fondateurs, les lyonnais Françoise et Jean-Claude Perrin, ont débarqué en 2001 au milieu des champs de sorgho et de mil de la région de Nanoro, dans le sillage d'un médecin français dont ils ont financé les missions. Le couple, qui observe alors les avancées sanitaires sur la zone, découvre la réticence des parents à envoyer leurs filles en classe. « Les familles, modestes préféraient garder leurs enfants pour être aidées dans les tâches ménagères et les travaux champêtres », se rappelle André Kaboré, coordinateur local de Nanoro. Les deux Français décident, avec leur argent personnel, d'octroyer des bourses aux filles.

### « VENTRE VIDE »

La localité qui regroupe 14 villages ne compte alors qu'une dizaine d'écoles primaires et un seul collège public... Res Publica décide alors de construire 16 nouveaux établissements – de la maternelle au lycée – avec trois internats féminins et met ces infrastructures à la disposition du ministère de l'éducation burkinabé, qui y nomme des enseignants. L'association, elle, prend en charge les frais de scolarité des enfants des familles les plus démunies et met en place des cantines avec des repas préparés par les familles du village. « Avant, les élèves restaient le ventre vide toute la journée, perdant en concentration », rapporte André Kaboré, bien conscient que ce repas quotidien, parfois le seul, est un argument de plus pour envoyer les enfants étudier...

Sophie Douce

# RES PUBLICA DANS LES MÉDIAS

**Le Monde**

## LE MONDE

« Plus la situation est exceptionnelle, plus le recours à la souveraineté s'accroît »

1/04/2020 - TRIBUNE YVES PASCOUAU

**Le Pays**

## LE PAYS

L'ONG Res Publica offre du matériel médical au district sanitaire de Nanoro.

7/04/2020 - INTERVIEW SALAM OUEDRAOGO

**France Culture**

## FRANCE CULTURE

Politique migratoire européenne : "Le roi est nu"

9/03/2020 - INTERVIEW YVES PASCOUAU

**La Croix**

## LA CROIX

Migrants : assiste-t-on à la mort de l'accord UE-Turquie ?

3/03/2020 INTERVIEW YVES PASCOUAU

**ouest france**

## QUEST FRANCE

Faut-il instaurer des quotas d'immigration économique ou professionnelle ?

29/01/2020 - INTERVIEW YVES PASCOUAU

**Afrik Soir**

## AFRIK SOIR

Burkina Faso : la scolarisation des filles, l'affaire de Res Publica

30/12/2019 - INTERVIEW JEAN-CLAUDE PERRIN

**L'Opinion**

## L'OPINION

Au sein de l'UE, le dossier de l'immigration légale est resté à quai

7/11/2019 - INTERVIEW YVES PASCOUAU

**PUBLIC SENAT**

## PUBLIC SENAT

Quand les humanitaires deviennent des suspects ordinaires

11/05/2019 - INTERVIEW YVES PASCOUAU

**l'express**

## L'EXPRESS

Risque d'impasse sur la politique migratoire

22/05/2019 - INTERVIEW YVES PASCOUAU

**rtb**

## LA RTB

L'école de Gogo à Nazoanga – construction de classes et tables bancs écoresponsables

4/02/2019 - INTERVIEW FABIEN PAGÈS

**France Inter**

## FRANCE INTER

Philippe Bertrand vous dit pourquoi il faut participer à Migrations En Questions

8/01/2019 - PODCAST PHILIPPE BERTRAND

**Sidwaya**

## SIDWAYA

Bonne saison agricole pour les « femmes de Res Publica »

23/11/2018 - INTERVIEW FABIEN PAGÈS

## FINANCES

	2017	%	2018	%	2019	%
<b>PROJETS BURKINA FASO</b>	<b>2 377 404</b>	<b>64 %</b>	<b>2 505 703</b>	<b>67 %</b>	<b>1 864 979</b>	<b>60 %</b>
Education	1 567 324		1 775 740		1 339 500	
Agriculture	223 761		204 714		173 177	
Santé	182 197		143 031		105 189	
Appui aux partenaires	404 121		382 218		247 113	
<b>FRANCE ET AUTRES PAYS</b>	<b>570 979</b>	<b>15 %</b>	<b>541 090</b>	<b>15 %</b>	<b>653 636</b>	<b>22 %</b>
Le Monde Afrique	–		–		30 389	
Migrations en Questions	–		–		82 264	
African Crisis Group	229 220		138 126		218 926	
Cuivres en Dombes	18 000		21 000		20 900	
Peinture Fraiche	–		–		18 003	
Nicaragua	123 384		104 065		90 646	
Biélorussie	1 000		5 830		3 126	
Mali	–		4 000		1 500	
Liban	3 300		3 300		2 850	
Madagascar	–		–		5 000	
Divers projets	214 075		285 769		180 032	
<b>FRAIS DE FONCTIONNEMENT</b>	<b>310 808</b>	<b>8 %</b>	<b>355 516</b>	<b>10 %</b>	<b>512 379</b>	<b>16 %</b>
<b>DOTATION AUX AMORTISSEMENTS</b>	<b>73 602</b>	<b>2 %</b>	<b>45 664</b>	<b>1 %</b>	<b>58 082</b>	<b>2 %</b>
<b>TOTAL</b>	<b>3 737 380 €</b>		<b>3 717 225 €</b>		<b>3 089 076</b>	

PARTENAIRES



Le Monde **Afrique**









[CONTACT@RESPUBLICA.ASSO.FR](mailto:CONTACT@RESPUBLICA.ASSO.FR)

[WWW.RESPUBLICA.ASSO.FR](http://WWW.RESPUBLICA.ASSO.FR)

 ASSORESPUBLICA

 RESPUBLICALYON

 RES PUBLICA